

MOBILISATION ET OFFENSIVE SUR TOUS LES FRONTS



au sommaire :

Pouvoir d'achat Traité Européen

Agir pour un développement durable

Hôpital d'Eu : comité de défense des urgences !

décembre 2007

N° 51

projets

analyse

démarche

initiatives

communistes

en Seine-Maritime

La lettre
d'information
bimensuelle
des communistes
de la Seine-Maritime
est éditée par
la fédération
du Parti
communiste
français

Parti communiste français

La question du pouvoir d'achat

REPÈRES

Par **Gilles Croguennec**
membre comité départemental

Pour vivre mieux dans la société, être reconnu dans son travail et après sa vie active, il faut augmenter les salaires, les pensions et les minimums sociaux des accidentés de la vie.

Cela nécessite de faire des choix politiques forts, permettant de relancer la consommation, l'économie, donc l'emploi.

Aujourd'hui, il est proposé de racheter les RTT ce n'est qu'un marché de dupes dans lequel les salariés sont toujours perdants, demain osera-t-on monnayer les congés payés ?

Débattons publiquement de la possibilité et des moyens nécessaires permettant d'augmenter massivement les salaires à 1500 euros par mois, à temps complet, parce qu'il est impossible aujourd'hui de vivre avec moins.

Prenons une part du gâteau des profits, et du même coup instituons une vraie égalité salariale Homme /Femme et arrêtons d'imposer le temps partiel à ceux qui ne l'ont pas choisi.

Et en même temps, bloquons les loyers de l'habitat, baissions la TVA sur l'alimentaire et les produits de «tous les jours», mais aussi sur ce carburant sans lequel l'on ne peut se déplacer ou aller travailler, mais qui, de manière insolente, gave de profits les pétroliers.

Ces propositions, mises en oeuvre de manière cohérente, permettraient

de vivre mieux, de pérenniser l'emploi, dans une économie plus saine, à laquelle d'ailleurs il faut trouver des prolongements en Europe.

Finalement, la question du pouvoir d'achat va bien au-delà de la simple et juste satisfaction d'un meilleur salaire.

Nous voulons une société respectueuse des individus, qui ne serait plus la jungle d'une compétition du toujours moins pour la majorité de la population et du toujours plus pour les riches, toujours plus riches.

Cette politique, la droite n'en veut forcément pas. Il revient à la gauche, pour réussir à convaincre, pour aider à la riposte d'amener cela sur la table, de mettre en débat ces questions, c'est sa vocation.

Dans 3 mois nous votons

Ce n'est plus un coup de semonce qu'il faut, mais bien d'une multitude de réponses à Sarkozy.

- Celle d'une sanction de la droite.
- En même temps qu'une installation d'élus déterminés à ancrer à gauche toute la gauche.

IL faut aussi une remise en chantier de l'avenir de cette gauche sur les fondamentaux que sont les revenus, le pouvoir d'achat, conduisant à une meilleure qualité de vie.

Notre peuple attend cela depuis trop longtemps.

Inégalités

Elles continuent de se creuser, contrairement aux affirmations de la presse en général affirmant que l'écart est stable entre les différentes couches de la population.

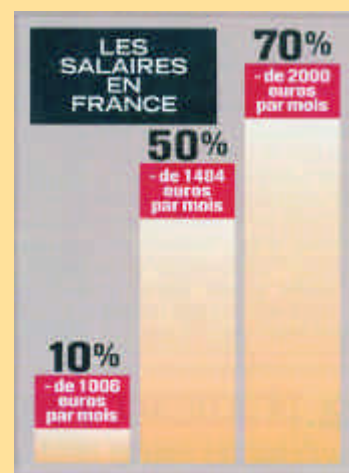
en terme de patrimoine, 10% de ménages les plus pauvres disposaient de 2110 euros en moyenne. Les 10% plus riches 450000 euros et cela continue de grimper pour eux !

Temps partiels, contrats courts se multiplient et le nombre de travailleurs pauvres aussi : 1,3 millions

De même 7,1 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Le taux de familles monoparentales pauvres, avant redistribution des aides, est de 46%, presque une sur deux !

Pas étonnant donc que 71% des Français jugent les mesures du gouvernement sur le pouvoir d'achat inefficaces.

Et veulent autre chose !



Traité Européen

Gagner la bataille pour un référendum

Giscard d'Estaing : « Les gouvernements européens se sont ainsi mis d'accord sur des changements cosmétiques à la Constitution pour qu'elle soit plus facile à avaler. »



La grande « victoire » de Sarkozy, saluée par les médias de la pensée unique comme le grand retour de la France en Europe : le nouveau traité ne met plus en avant la « concurrence libre et non faussée »...

Mais si l'expression n'apparaît plus en tant que telle, « les traités actuels restent en vigueur ». Or, le principe de concurrence reste présent dans nombre d'articles des traités.

Ex : l'article 105, maintenu dans le futur traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, réaffirme « le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre ».

De plus, pour éviter toute fausse interprétation, le protocole numéro 6 indique : « Le marché intérieur tel qu'il est défini à l'article (I-3) du traité sur l'Union européenne comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée. »

Une concurrence « libre » d'un côté, une concurrence qui « n'est pas faussée » de l'autre. Décidément, une belle victoire de notre Président !

Exigeons un référendum !!

Mandelson, Mieux que Bolkestein

Le 13 novembre, Francis Wurtz, président du groupe GUE, est intervenu au Parlement Européen pour dénoncer l'instauration d'une « prime aux délocalisations ».

Fin octobre, un projet présenté par le commissaire européen Mandelson a été débattu et a reçu le soutien de la Commission. Il s'agit de « récompenser » les entreprises qui ont délocalisé dans des pays à bas coûts, en les exonérant des droits anti-dumping applicables aux produits exportés vers l'Union à des prix inférieurs à ceux normalement pratiqués en Europe.

Pour Francis Wurtz : « si vous avez aimé la mobilisation contre la directive Bolkestein vous pourriez adorer la levée de bouclier contre le règlement Mandelson! »



Elbeuf, Bolbec, Fécamp :

trois conseils de Prud'hommes, indispensables, cassés !

Après la suppression de tribunaux d'instance, la ministre de la justice annonce celle de la moitié des Conseils de Prud'hommes. trois conseils de prud'hommes sur les six de notre département sont menacés, la suppression de ces conseils va éloigner automatiquement les salariés de leurs possibilités d'agir en justice, la fermeture d'une juridiction engendre une perte de 50% des dossiers, celles du Havre et de Rouen, proches de la saturation, seront encore plus engorgées. Actuellement le conseil de Rouen met un an pour rendre une décision, contre environ 6 mois pour Elbeuf, Bolbec et Fécamp, avec cette réforme cela ne peut que s'aggraver.

Des rassemblements se sont tenus à Rouen et Bolbec, le jeudi 29 novembre, une mobilisation qui s'ajoute à celle des personnels du secteur judiciaire confrontés au même problème et continuera sans doute dans les semaines à venir !

5 mesures pour augmenter réellement le pouvoir d'achat

1. Augmenter les salaires

Augmenter les salaires est la seule façon de rétablir le partage des richesses au profit du travail.

Revaloriser le SMIC à 1500 € mensuel, les pensions et retraites, relever les indemnités de chômage et allonger les durées d'indemnisation, revaloriser les minima sociaux, RMI, minimum vieillesse, Allocation adultes handicapés...etc. Notre pays compte plus de 7 millions d'hommes et de femmes vivant au dessous du seuil de pauvreté, ce n'est pas tolérable.

2. Le blocage des loyers

Bloquer les prix des loyers sociaux du public et du privé. Aujourd'hui les dépenses de logement sont devenues le premier poste du budget des ménages. Ces dernières années, la hausse moyenne a été de plus de 3% par an, deux fois plus que les prix à la consommation.

3. Prix : faire baisser les tarifs

Eau et énergie : deux besoins fondamentaux dont les tarifs doivent être encadrés par les pouvoirs publics afin de garantir leur accès à tous.

Baisser la TVA sur les produits de consommation populaire. Et pour combattre les marges excessives des grands distributeurs, tout en préservant des prix rémunérateurs aux producteurs, instaurons le double étiquetage prix de vente aux consommateurs / prix d'achat au producteur, (amendement communiste voté en première lecture le 27 novembre à l'Assemblée Nationale)

4. Retour à la TIPP flottante

Baisser la Taxe intérieure sur les produits pétroliers et taxer les profits pétroliers de Total, 12 milliards d'euros encore cette année.

5. Arrêt des exonérations de cotisations sociales pour les patrons

N. Sarkozy veut faire purement et simplement sauter le "verrou" des 35 Heures; Il nous dit "faites des heures sup.. et travaillez le dimanche, vous gagnerez plus" : ce sont donc les patrons qui décideront selon leur bon vouloir. En favorisant les dégrèvements de cotisations sociales sur les salaires les plus bas, il les pousse à la baisse des salaires et il aggrave les déficits des comptes sociaux.



Le mot d'ordre « Travailler plus pour gagner plus », sur lequel Nicolas Sarkozy a bâti une partie de son succès électoral, a de nouveau été au centre des « mesures » annoncées par le Président de la République le 29 novembre. C'est que 7 mois après son entrée à l'Élysée, pas l'ombre d'un gain supplémentaire de salaire pour le plus grand nombre, mais une dégradation continue du pouvoir d'achat.

L'Humanité Dimanche a publié dans son numéro spécial du jeudi 29 novembre un dossier complet sur ces mesures.



Nicolas Sarkozy ne découvre pas qu'il n'a pas d'argent, et pour cause, il l'a dépensé lui-même cet été en finançant 15 milliards d'euros pour les plus riches. A l'immense majorité des français, il ne reste donc plus que le slogan, compte tenu du vide sidéral des propositions présidentielles. Cerise sur le gâteau, il pousse

le vice ultra-libéral jusqu'à vendre-encore une promesse non tenue- 3% du capital d'EDF pour financer une rénovation des universités. Conception bien curieuse de l'efficacité en politique que celle visant à troquer l'indépendance énergétique française contre la rénovation des campus universitaires.

Hôpital d'Eu : création d'un comité de défense et de maintien des urgences de l'hôpital

Ce comité a été présenté le 13 novembre dernier mardi au Tréport, Sébastien Jumel, vice-président du Conseil Général, Alain Longuent, maire du Tréport et Michel Barbier, secrétaire de la section PCF du secteur.



Sébastien Jumel, Alain Longuent et Michel Barbier, lors de la conférence de presse

A Eu, ces questions, déjà débattues au printemps dernier à l'initiative d'un collectif qu'anime Michel Barbier, praticien libéral du secteur paramédical, reviennent sur la place publique à la faveur d'un article de la presse locale

traitant du dossier des urgences à Eu.

Aujourd'hui, l'opinion ressent et mesure des reculs multiples notamment à travers les « franchises » sur les médicaments,

les actes médicaux et paramédicaux, les transports en ambulance qui sanctionnent les malades,

L'objectif du comité de défense est «de faire des propositions idéalistes et crédibles pour permettre le maintien des urgences, la vie et le développement de notre hôpital de proximité».

“Nous appelons la population, les professionnels de santé, les syndicalistes, les élus à se mobiliser au sein d'un comité de défense et de maintien des urgences du centre hospitalier de Eu, pour que Eu reste le cœur battant d'un territoire de santé de près de 40.000 habitants”. tel est l'appel des membres du comité !

Les personnes qui souhaitent rejoindre le comité peuvent le faire en s'adressant à Aurélie Branlant, secrétariat du maire-rue François Mitterrand BP 1 76470 Le Tréport. Mail : abranlant@ville-le-treport.fr

LA FERMETURE DE MILLÉNIUM AU HAVRE NOUVEAU MAUVAIS COUP POUR L'EMPLOI

Les entreprises licencient à tour de bras, comme millénium au Havre qui, sans pudeur, annonce la fermeture de son unité en 2008 jetant près de 300 salariés et plusieurs centaines emplois de sous-traitance, à la rue.

Le groupe Millenium fabrique de l'oxyde de titane, un pigment pour peinture. Selon Patrice Lemieux, secrétaire CGT du C.E., la direction a expliqué que le site n'était « plus rentable » et avait accumulé 151 M€ de pertes en cinq ans. Pour la seule année 2006, les pertes ont atteint 40 M€ pour un chiffre d'affaires de 90 millions. Dès l'annonce de la fermeture, les syndicats CGT et CFDT ont symboliquement bloqué les portes de l'usine. « Pour les salariés cette décision a été une surprise totale », a affirmé Philippe Lemieux. Pour la région havraise, cette annonce est un coup dur d'autant que la reconversion des salariés qui ont une moyenne d'âge de 47 ans s'annonce difficile. Au-delà du personnel propre de l'usine, le sinistre touchera quelque 150 autres salariés employés dans des entreprises extérieures. Le député communiste Daniel Paul estime que cette fermeture est « *le résultat du non-respect d'engagements pris, d'investissements non-réalisés pour la modernisation de l'outil de travail, les résultats financiers, dans le système actuel, ayant priorité sur l'activité et l'emploi. Les salariés de Millénium et des sous-traitants concernés vont avoir besoin de la solidarité de tous dans la bataille qui s'annonce pour le respect de leurs droits, face à un patronat dont l'objectif est de liquider et démanteler l'entreprise. Dans cette situation, mon soutien leur est acquis, comme celui des élus communistes.* »

Elections Municipales ...

La période qui s'ouvre nécessite à la fois de faire monter la riposte face à la droite et de proposer lors des échéances prochaines un moyen par les urnes d'élire des femmes et des hommes de gauche capables de résister et de redonner espoir.

Pour les municipales, dans les principales villes de notre département, les communistes auront des candidates et des candidats issus de notre parti, sur des listes de large rassemblement, comprenant des sympathisants et toutes celles et tous ceux qui auront accepté de travailler avec nous sur les projets municipaux.

Si la présence de la force communiste, de progressistes, dans les conseils municipaux des grandes villes est acquise, ce n'est pas le cas dans le plus grand nombre de villages de notre département.

Aujourd'hui les modes de vie ont changé, chacun le reconnaît, l'éloignement entre le lieu d'habitation, le lieu de travail, des lieux administratifs, d'éducation, de santé, de culture, de loisirs, s'est accentué, « vivre à la campagne » n'est pas toujours synonyme de vie parfaite et tranquille, les choix faits par nos concitoyens d'habiter en dehors des grandes villes relèvent bien souvent du fait que les coûts d'acquisitions sont plus faibles, entraînant une spirale de l'éloignement.

Cet éloignement entraîne souvent des complications, en particulier pour les transports et l'accès aux différents services.

Nous ne pouvons ignorer, cette partie importante de la population, qui est aussi confrontée à des situations de chômage et de précarité, de misères, de délinquances, des difficultés parfois accentuées par l'isolement, l'éloignement et qui parfois, à l'occasion d'élections, exprime un vote extrême.

C'est pourquoi nous invitons toutes celles et tous ceux qui ont à cœur de voir les idées progressistes présentes dans le plus grand nombre de conseils municipaux, à oeuvrer pour aider à la présence d'élus communistes, de sympathisants, de progressistes, d'amis, sur les listes.

Pour cela nous avons mis sur pied un petit collectif chargé d'animer cette recherche, si vous souhaitez prendre part à cette démarche, faire des propositions, proposer des contacts, vous pouvez nous contacter.

Mobilisés, les jeunes communistes !

Depuis les présidentielles, une nouvelle dynamique s'instaure au sein de la Jeunesse Communiste de Seine-Maritime.

Sans s'être contenté de distributions traditionnelles, un sondage populaire fût effectué dans le centre ville de Rouen pour alerter l'opinion publique contre le matraquage médiatique du « Ségo ou Sarko ».

Une belle réussite, puisque plus d'une centaine de votants se sont arrêtés à notre table, partageant nos opinions. Ségolène est arrivée en tête suivie « sans surprise » de Marie-George Buffet qui devance de peu le postier. Bayrou, Sarkozy et les autres sont restés en queue de classement.

En septembre, Gaspard Cassius, ancien responsable de l'UNEF sur les universités de Rouen est élu Animateur Départemental du mouvement. Nous profitons ainsi de son expérience syndicale et de son sens de l'organisation pour réorganiser la JC.

Il y a eu une bonne participation à la journée de Guy Môquet, avec la distribution du numéro spécial sur la quasi-totalité des lycées de Rouen, ainsi qu'une couverture médiatique sur

France 3 et la radio locale HDR.

La fête de l'Humanité locale, malgré les difficultés de communication, a été plus positive que les autres années. Ce qui nous donne d'autres perspectives pour améliorer notre participation à la fête de l'année prochaine.



Avec le mouvement étudiant contre la LRU, l'UEC (Union des étudiants communistes) se recrée sur Rouen. Nos camarades participent à l'organisation des mobilisations, interviennent dans les AG dans les débats. Nous touchons de plus en plus d'étudiants sur les facs.

Ce nouvel élan nous permet cette année de nous mobiliser sur beaucoup de front. Nous étions une petite dizaine de camarades à militer au mois de septembre. Deux mois après, c'est plus d'une vingtaine d'adhérents que nous réunissons.

La société a bel et bien changé, mais les idées et les valeurs communistes sont, plus que jamais, d'actualité et les gens en ont besoin. Alors garder courage, Camarade, le souffle de la jeune Garde est avec vous.

Agir pour un développement durable et solidaire

trois questions à André Brunstein, animateur du secteur "environnement" de notre fédération

L'Avenir : Le « Grenelle de l'environnement » s'est déroulé le mois dernier, quelles ont été les mesures et propositions avancées ?

Les O.N.G., les associations, mais aussi les organisations syndicales et professionnelles, des parlementaires ont confronté des points de vue, souvent convergents, mais parfois divergents, dans les groupes de travail. Les propositions ont souvent rencontré les aspirations et exigences des Français. On peut regretter que les partis politiques en tant que tels aient été quelque peu tenus à l'écart de ce processus. Rappelons d'abord ce fait unanimement reconnu : la crise environnementale est très sérieuse. Des menaces réelles sur l'espèce humaine sont recensées. A ce jour on en imagine mal toutes les conséquences potentielles. Nous devons mener des actions d'urgence. Les mesures et propositions avancées portent sur la santé, les OGM, la fiscalité, l'énergie, les transports, le bâtiment, la recherche, l'agriculture biologique, l'élaboration par les administrations d'un bilan carbone. Notons que dans les propositions formulées, il y a beaucoup de « sauf » et de « si », beaucoup de contradictions avec les politiques suivies jusque-là.

L'Avenir : parmi les sujets abordés, au moins quatre ont un impact important pour notre département, l'énergie, les transports, l'agriculture, la santé, les premières réponses abordées sont-elles suffisantes ?

Chaque sujet interfère avec les autres, mais prenons-les les uns après les autres :

L'énergie : La France ne renonce pas au nucléaire, mais gèle la construction de nouveaux sites. Penly reste donc un site pouvant accueillir un nouveau réacteur. En dehors du problème majeur que sont les déchets, le maillon faible du nucléaire c'est toujours l'Homme, l'organisation du travail et celle-ci, aujourd'hui, avec la privatisation rampante et la sous-traitance à outrance, comporte de réels dangers. On ne voit vraiment pas ce qui pourrait motiver la construction de centrales à charbon au Havre. La rénovation des logements HLM, induit immédiatement la question : qui va payer ?

Les transports : Le transport routier devient de plus en plus insupportable, il accumule les inconvénients environnementaux. C'est d'autant plus grave que Port 2000 accroît de manière considérable le flux de camion. Les transports fluviaux et ferroviaires sont-ils prêts à prendre le relais ? La quasi-disparition de la batellerie a laissé un grand vide, la fermeture des lignes SNCF secondaires et des gares de fret un autre. La hausse des loyers en centre-ville, la spéculation immobilière ont éloigné de leur travail de plus en plus de monde, la facture gaz à effet de serre s'en trouve majorée.

L'agriculture : Le productivisme agricole a fait des ravages. En particulier sur l'eau, de plus en plus de sources d'eau potable sont reconnues impropres à la consommation et cela pour de longues durées. L'utilisation des pesticides a des effets dont on découvre petit à petit toutes les conséquences et pose des pro-

blèmes majeurs sur la fertilité, les malformations congénitales, les maladies neuro dégénératives, les cancers. Il n'y a pas d'objectifs fermes pour leur réduction. Le principe de précaution devrait être appliqué d'urgence en la matière. Oui il faut doubler les surfaces cultivées bio.

La santé : Le Grenelle de l'environnement ne fait qu'effleurer les problèmes. Notre région a une mortalité des personnes d'âge inférieur à 65 ans supérieure à la moyenne nationale. La prévalence des cancers est forte, elle se situe avant les maladies cardiovasculaires. Notre département est particulièrement touché par les effets environnementaux : pollution atmosphérique (asthme, maladies cardio-vasculaires, etc.), maladies professionnelles, en particulier les cancers. La pollution atmosphérique touche particulièrement les enfants, les personnes âgées, les maladies professionnelles touchent plus particulièrement les ouvriers, les intérimaires. Il est urgent d'appliquer les Plans de Protection de l'atmosphère du Havre, de Rouen et de Port Jérôme élaboré par la Préfecture. Il n'y a pas de registre du cancer en Seine-Maritime. La médecine du travail n'est pas à la hauteur des problèmes posés. La prévention doit être un axe majeur. Il n'y a pas de formation Santé Environnement des médecins. Il faut former les médecins et les retenir dans la région. Il y a un manque réel dans beaucoup de lieux.



L'Avenir : au-delà des engagements pris ne faut-il pas rompre avec les logiques libérales pour que ceux-ci soient tenus ?

Notons que si les premières mesures annoncées étaient suivies d'effets, elles permettraient à la société française de franchir un cap et d'entamer un processus de rattrapage.

Le système capitaliste, dans lequel s'inscrivent les mesures, obéit à des critères de rentabilité financière à court terme. Or les temps courts du profit sont incompatibles avec les temps longs des écosystèmes.

Donc tous les chantiers ouverts vont exiger autant de combats, nécessaires, pour que des mesures concrètes et des moyens suffisants permettent des avancées réelles.

Les premières réactions des députés et sénateurs dans le vote du budget 2008, montrent que les budgets ne suivent pas les intentions du Grenelle.

Par ailleurs, la France a signé dans un passé récent des accords internationaux qui l'engagent à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Qui imagine réellement quelles seront les conséquences sur notre vie quotidienne ? Que va être le sort des plus défavorisés ?

Ne déléguons à personne notre futur environnemental. Etre révolutionnaire au 21ème siècle implique l'indispensable prise en compte de cette situation.

Communistes, membres de notre Fédération, nous avons notre contribution à apporter. Concrètement nous pouvons envisager le dépassement du capitalisme.

Alors agissons !

Migrations et mondialisation

Jean Magniadas, Syndicaliste, docteur en sciences économiques

Jean Magniadas épluche un problème majeur pour le siècle, la migration internationale. Il n'est pas seul à le dire, mais il a l'avantage d'aller chercher et d'expliquer le pourquoi et le comment, et de proposer des réponses qui font le ménage du populisme de comptoir à la mode, aujourd'hui, jusque dans les commissions des lois de l'Assemblée nationale. « La migration internationale exerce une fonction de révélateur de l'évolution des sociétés, précise-t-il. On peut y suivre les faits majeurs de l'histoire contemporaine, de la géopolitique et des évolutions structurelles de l'économie qui jouent un rôle fondamental dans sa dynamique. »

Derrière l'international de ces migrations, apparaissent très vite le propos et le débat fondamentaux : les caractéristiques de l'immigration en France et surtout « les dangers de la politique de Sarkozy pour des réponses démocratiques ». Sécuriser emploi, formation et codéveloppement entre le pays d'accueil de migrants et le pays de départ, avec une large place faite aux syndicats et aux associations dans ce processus, n'est qu'une des pistes que propose l'auteur, mais elle illustre bien la démarche du débat auquel il invite. Si certains politiques de « gauche » ont des difficultés à ne pas copier le sarkozysme ambiant, la lecture de ce livre ne peut que leur être conseillée. Par mesure de salubrité publique.



Jean Magniadas, Migrations et mondialisation. Le Temps des cerises. « Collection Espère », dirigée par Paul Boccara et Catherine Mills. 238 pages. 15 euros. Librairie renaissance, 18 rue Alsace-Lorraine 76000 Rouen, ouvert à tous du mardi au vendredi de 14h à 18h45 et le samedi de 10h à 12h30 et de 14h à 18h45

En mouvement

■ TCAR

Rouen

Lundi 26 novembre : la grève lancée par la CGT, puis par FO et la CFDT, à la TCAR de l'Agglo de Rouen, a été fortement suivie par plus de 90% du personnel, toutes catégories confondues. La réponse de la direction n'est pas à la hauteur des attentes pour l'instant : rien pour le pouvoir d'achat et des améliorations des conditions de travail trop faibles. A suivre !

■ TAE

Elbeuf

Les transports en commun d'Elbeuf sont aussi en mouvement depuis le 22 novembre, sur les salaires et les conditions de travail également. Là aussi les réponses de leur direction sont insuffisantes.

■ Cooper

Bolbec/Lillebonne

Après quelques heures de grève, les salariés ont obtenu des augmentations de salaire allant jusqu'à 4,5% pour une grande partie du personnel ainsi que l'augmentation de diverses primes (vacances, etc.)

■ Verreries de Gravelle

Le Havre

près de 70% du personnel ont cessé le travail. distributions de tracts, piquets de grève, la mobilisation continue à l'appel de la CGT et de la CFDT.

■ Grande-Paroisse

Grand-quevilly

appel, fortement suivi, à la mobilisation pour les salaires le jeudi 29 novembre.

■ Assedic ANPE

Rouen

Contre la fusion ANPE/ Assedic la journée d'action du 27 novembre a été fortement suivie par le personnel. Une nouvelle journée de mobilisation et d'action est prévue le 18 décembre. Les syndicats CGT, FO et SNU en tête redoutent à terme un désengagement de l'Etat et refusent de cautionner par avance la mise en place « d'une machine à radier »

■ Aerazur

Caudebec-les-Elbeuf

Les salariés de chez Aérazur (groupe ZODIAC) à Caudebec les Elbeuf, en grève depuis le 4 décembre, la pro-

duction est pratiquement arrêtée, ils réclament 60€ d'augmentation de salaire.

■ Renault

Sandouville

Conséquence de la montée en puissance de la Laguna III, lancée le 12 octobre, la mise en place d'une troisième équipe de nuit, à compter de mi-janvier. Le problème : cette équipe de 500 personnes sera composée à 80% d'intérimaires, qui ne bénéficient pas de tous les accords sociaux de l'usine. Et les salariés attendent encore d'autres modèles pour pérenniser leur établissement. Plus de 500 départs en retraite sont prévus, remplacer ces départs devient urgent pour éviter la dégradation des conditions de travail.



N°51

Daté du 06/12/2007

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français

Directeur de la publication : Daniel Lallier

Rédacteur en chef : Claude Etienne

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray

Tel 02 35 07 89 80

Courriel : Avenir@pcf76.fr

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645

ont collaboré à ce numéro : Vincent Goupil,

Gilles Croguennec, Gilbert Louvet.